

Bulletin d'histoire politique

Mission accomplie !

Robert Comeau



Volume 22, numéro 3, printemps-été 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024139ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024139ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Comeau, R. (2014). Mission accomplie ! *Bulletin d'histoire politique*, 22(3), 7–9.
<https://doi.org/10.7202/1024139ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB
Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Mission accomplie!

ROBERT COMEAU

Alors que le bouclage de ce numéro du *BHP* a lieu à moins d'un mois des élections du 7 avril 2014, il nous faut d'abord nous réjouir du fait que le Parti québécois a tenu ses engagements concernant les demandes formulées par plusieurs organisations intéressées par l'histoire du Québec et particulièrement celles regroupées par la Coalition pour l'histoire mise sur pied en 2009. Parmi ses objectifs, elle avait formulé trois priorités. Nous souhaitions une réforme importante du cours d'histoire en troisième et quatrième années du secondaire. À ce chapitre, le rapport que le sous-ministre Jacques Beauchemin et l'historienne Nadia Fahmy-Eid ont présenté le 27 février dernier a repris la plupart des propositions que la Coalition avait mise de l'avant. Soulignons parmi les principales résolutions l'adoption d'une trame nationale qui favorisera l'arrimage entre l'histoire politique et l'histoire sociale, la reconnaissance du travail de transmission de connaissances des enseignants, le rétablissement d'une trame chronologique étalée sur deux ans avec comme point de bascule l'Union de 1840 et la révision du rôle joué par l'éducation à la citoyenneté dans le programme. Les auteurs du rapport préconisent également une augmentation du poids de la formation disciplinaire en histoire dans la formation initiale des futurs maîtres (les baccalauréats en enseignement de quatre ans surpédagogisés!) et la généralisation des formations passerelles permettant aux détenteurs d'une maîtrise en histoire d'obtenir une formation psychopédagogique plus rapidement. Ils invitent également le ou la ministre de l'Éducation à procéder sans tarder à une réforme du programme d'histoire du primaire. Des projets pilotes permettront d'expérimenter le nouveau programme du secondaire pendant un an en vue de son implantation à l'automne 2015. Au niveau collégial, le ministre de l'Enseignement supérieur s'est engagé à implanter un cours d'histoire du Québec

contemporain dans la formation générale, ce bloc de cours obligatoires. Et il s'est engagé à créer des chaires de recherche portant sur la langue et l'identité québécoise, de même que trois chaires d'histoire en rapport avec l'identité québécoise, des subventions accessibles à des professeurs ayant terminé leur doctorat il y a moins de dix ans.

Commémorations fédérales et identité canadienne

En cette veille d'élections au Québec, le gouvernement fédéral nous rappelle qu'Ottawa fêtera cette année le 150^e anniversaire de la Conférence de Québec, même si le PQ devient majoritaire. C'est Patrimoine Canada qui fixe les événements à commémorer (avec nos impôts) pour renforcer l'identité canadienne. Il y a bien peu d'universitaires au Québec pour s'élever contre pareille instrumentalisation de notre histoire. Les maîtres du jour retiennent du passé ce qui peut contribuer à l'unité canadienne et tentent de contrôler notre futur. Le *nation-building* canadien est accepté et les universitaires ne manquent pas pour se régaler de ses subventions. Mais la promotion de l'identité québécoise, quant à elle, demeure suspecte, en particulier aux yeux du responsable des études canadiennes, qui valorise l'ambivalence nationale des Québécois ! Même si le peuple québécois n'a jamais, dans toute son histoire, choisi sa constitution, il devra célébrer encore aujourd'hui cette clique monarchiste, peu importe que la constitution de 1867, comme celle de 1982, lui fut infligée. L'union fédérale de 1867 fut imposée en catimini à une population résignée et sous l'influence du clergé, et ne fut même pas un enjeu dans l'élection qui suivit son adoption.

Alors que le gouvernement du Québec n'a pas encore de politique de commémoration, *La Presse* nous informe qu'« En 2014, tous les Canadiens sont invités à célébrer le 150^e anniversaire des conférences historiques qui ont donné naissance à notre pays. La Conférence de Charlottetown et la Conférence de Québec tenue un mois plus tard ont jeté les bases du Canada ».

On se rappellera qu'en 2004, quelques années avant le 400^e anniversaire de la fondation de Québec, premier établissement permanent français en Amérique du Nord, les responsables des commémorations du gouvernement fédéral décidèrent de mettre en valeur l'expédition en Acadie de 1604 et opposèrent l'explorateur et commerçant Pierre Du Gua de Monts à Samuel de Champlain. Ce qui donna lieu à un débat sur le rôle de ce dernier. Des historiens savants se firent les promoteurs de la déconstruction mémorielle : il fallait détruire le mythe de Champlain. C'est un historien américain, David J. Fisher, qui a produit un des meilleurs ouvrages sur Champlain et qui a réhabilité la place des biographies historiques, si décriées dans le monde universitaire francophone québécois.

En 2012, à la veille du 250^e anniversaire du traité de Paris, qui mit un terme à la Guerre de Sept Ans et entraîna la défaite de l'empire français

d'Amérique du Nord, le gouvernement fédéral alloua des milliers de dollars à la commémoration de la guerre de 1812 et des affrontements de 1813 liés à cette guerre en territoire québécois. Ce rappel permettait d'évoquer la prétendue unité des forces militaires britanniques auxquelles se sont joints des miliciens canadiens-français et des Amérindiens pour appuyer la Grande-Bretagne dans sa guerre contre les États-Unis... et Napoléon! On passa sous silence le fait que le député et chef du Parti patriote, Pierre Bédard, fut fait prisonnier politique par le gouverneur Craig en 1810, et qu'il fut réélu alors qu'il était toujours en prison. En sortant des boules à mites cette guerre marginale, le gouvernement Harper détourna l'attention de l'anniversaire du traité de Paris sur lequel des historiens québécois et français ont publié un excellent ouvrage: 1763. *Le traité de Paris bouleverse l'Amérique* (Septentrion, 2013).

Il y a peu, la ministre fédérale Shelly Glover a explicité le message: «la Conférence de Québec a fait du Canada ce qu'il est aujourd'hui. Cela veut dire que les Québécois sont des Canadiens et vont toujours être des Canadiens» (*La Presse*, 28 février 2014). Que les indépendantistes en prennent bonne note!

Il faudrait pourtant rappeler que tout n'a pas commencé en 1867. Pour le peuple québécois, l'Union fédérale de 1867 était un élargissement de l'union législative de 1840, le passage de deux colonies à quatre, qui n'a pas fondamentalement changé la mise en minorité du peuple canadien-français à la suite de la répression militaire qui, en 1837, supprima l'Assemblée nationale pour 30 ans. Ces dates sont des tournants importants dans la trame politique de la nation québécoise. Il serait bon, ainsi, de se souvenir en 2015 que l'Union à l'origine de notre mise en minorité politique dure depuis 175 ans. Il faudrait pouvoir rappeler que le peuple québécois n'a jamais été souverain. Mais en 2015, le fédéral a préféré fêter le 200^e anniversaire de naissance de John A. MacDonald et de sir George-Étienne Cartier!